COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SOIXANTE ET UNIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 7 juin 1948, à 11 heures.

<u>Présidente</u> :	Mme Franklin D. ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Rapporteur</u> :	M. Charles MALLIK	Liban
<u>Membres</u> :	M. HOOD	Australie
	M. STEYAERT	Belgique
	M. STEPANENKO	République socialiste soviétique de Biélorussie
	M. CHANG	Chine
	M. LOUTFI	Egypte
	M. CASSIN	France
	Mme MEHTA	Inde
	M. de QUIJANO	Panama
	M. LOPEZ	Philippines
	M. KLEKOVKIN	République socialiste soviétique d'Ukraine
	M. PAVLOV	Union des Républiques socialistes soviétiques
	M. WILSON	Royaume-Uni
	M. FONTAINE	Uruguay
	M. VILFAN	Yougoslavie
<u>Egalement présente</u> :		
	Mme LEDON	Commission de la condition de la femme
<u>Représentant d'une institution spécialisée</u> :		
	M. METZLL	Organisation interna- tionale du Travail (OIT)

Les corrections à apporter au présent compte rendu en application du règlement intérieur doivent être adressées par écrit, dans les 24 heures au plus tard, à M. E. Delavenay, Directeur de la Division des comptes rendus officiels, bureau CC-119, Lake Success. Elles seront transmises par lettre sur papier à en-tête, qui donnera la cote du compte rendu en question et indiquera les corrections demandées ou, le cas échéant, sera accompagnée d'une pièce les contenant. L'enveloppe de la lettre portera la mention "urgent". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur un exemplaire ronéotypé du compte rendu. Les corrections devront être rédigées dans l'une des langues de travail (français ou anglais).

Consultants d'organisations non gouvernementales :

Mlle SANDER	American Federation of Labor (AF of L)
M. VAN ISTENDAELE	Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC)
Mlle DRENNAN	Union catholique internationale de service social
M. NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. J. NELER et M. BROTTMAN	Comité de coordination d'orga- nisations juives chargé des consultations avec le Conseil économique et social
Mlle SCHLEIFER	Union internationale des ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. HUMPHREY	Directeur de la Division des droits de l'homme
M. LAWSON	Secrétaire de la Commission

SUITE DE L'EXAMEN DU RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (document E/CN.4/95

Article 14

La PRESIDENTE donne lecture du texte établi pour l'article 14 par le Sous-Comité de rédaction composé des représentants de la France, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Ce texte est ainsi conçu :

"1) Toute personne a le droit de posséder des biens, soit seule, soit en collectivité (conformément aux lois du pays où les biens sont situés).

"2) Nulle personne ne peut être arbitrairement privée de sa propriété."

La Présidente signale que le membre de phrase entre parenthèses n'a pas rallié l'unanimité au sein du Sous-Comité; il fera donc l'objet d'un vote séparé.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime absolument nécessaire de conserver le membre de phrase entre parenthèses, qui souligne le respect dû à la législation interne de chaque pays. D'autre part, M. Pavlov estime qu'il faut ajouter les mots "c'est-à-dire contrairement aux lois" après le mot "arbitrairement" au deuxième paragraphe, afin d'écartier toute possibilité de malentendu au sujet de l'adverbe "arbitrairement" qui semble prêter à des interprétations divergentes.

M. WILSON (Royaume-Uni) est entièrement d'accord avec le représentant de l'URSS en ce qui concerne le but visé par le membre de phrase entre parenthèses. Il pense toutefois qu'il est inutile de réaffirmer une vérité évidente, à savoir que le droit de propriété est soumis aux lois des pays où les biens sont situés. Il en est ainsi,

en effet, dans tous les pays du monde. Du reste, la réserve générale contenue à l'article 2 s'applique à tous les articles de la Déclaration, y compris l'article 14.

M. Wilson fait remarquer, d'autre part, que les lois de la plupart des pays prévoient le droit de propriété des biens immeubles mais ne réglementent pas la propriété des biens meubles; une réserve d'ordre aussi général que celle que l'on veut inscrire à l'article 14 n'est donc pas entièrement justifiée et la Commission ferait bien de ne pas la retenir si elle ne veut pas instituer une théorie légale entièrement nouvelle à l'égard de la propriété des biens meubles.

M. CASSIN (France) dit que la délégation de la France avait prévu, dans sa proposition originale, que le régime de propriété devait être fixé par la loi des pays où les biens sont situés. Cependant, une telle réserve ne lui a plus paru nécessaire du moment que le texte proposé par le Sous-Comité a introduit une idée nouvelle en citant les deux formes que peut assumer le droit de propriété, préservant par là la liberté des États de choisir entre ces deux formes.

M. Cassin ne partage pas entièrement les objections juridiques de M. Wilson en ce qui concerne la réglementation de la propriété des biens meubles : il fait remarquer que la réserve figurant entre parenthèses s'adresse au régime général de propriété. De toutes manières, elle n'est pas utile, étant donné qu'elle est couverte par les dispositions de l'article 2.

M. Cassin souligne, en conclusion, que la notion de la légalité n'exclut pas forcément l'arbitraire. Or, la Commission veut lutter contre l'arbitraire, même s'il est inscrit dans la légalité. Tel est le but du deuxième paragraphe du texte du Sous-Comité et c'est

ce qui le rend conforme à l'esprit de la Déclaration que l'on se propose de rédiger.

Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, la PRÉSIDENTE se prononce pour la suppression des mots entre parenthèses, qui pourraient prêter à confusion; les dispositions de l'article 2 les rendent du reste inutiles.

L'amendement que la délégation de l'URSS désire apporter au deuxième paragraphe ne paraît pas acceptable non plus à la délégation des Etats-Unis en ce qu'il pourrait donner lieu à une interprétation en vertu de laquelle des gens pourraient être privés de leurs biens à la fois arbitrairement et conformément aux lois, possibilité que la Commission tient justement à éviter.

En réponse à une question de M. AZKOUÏ (Liban), la Présidente précise qu'aux termes du texte proposé par le Sous-Comité, toute personne jouit du double droit de posséder des biens, seule ou en collectivité; ces deux formes de propriété ne s'excluent pas l'une l'autre.

M. CASSIN (France) confirme que le texte français n'est pas aussi clair à cet égard que le texte anglais. Il propose de dire : "Toute personne a le droit de posséder des biens, aussi bien seule qu'en collectivité."

La Commission accepte la nouvelle rédaction proposée par M. Cassin pour le texte français.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la référence aux lois figurait dans le texte de Genève, qui avait fait l'objet d'un accord unanime. Il ne comprend pas pourquoi elle suscite des doutes depuis lors.

Il souligne que le mot arbitraire désigne ce qui est contraire

à la loi; l'amendement de la délégation de l'URSS n'a donc pour objet que de préciser cette signification. Le concept hitlérien, qui acceptait de considérer comme légale une action arbitraire, ne saurait être admis par les États démocratiques: ce serait leur faire injure de penser qu'ils adopteraient, dans leur législation, des dispositions permettant une action arbitraire.

M. Pavlov fait remarquer que la notion soviétique de la propriété diffère de celle des autres pays: l'exploitation de la propriété est considérée en URSS comme injuste et illégale. L'URSS ne cherche pas à imposer ses vues aux autres nations, mais elle attache une grande importance à la réserve figurant entre parenthèses, qui lui permettrait de ne pas se voir imposer les vues des autres.

M. STEYAERT (Belgique) déclare que sa délégation est en faveur de la suppression des mots figurant entre parenthèses, pour les raisons qui ont été exposées par les représentants du Royaume-Uni et de la France.

M. STEPANENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que la discussion qui vient de se dérouler l'a convaincu du bien-fondé des arguments et des propositions du représentant de l'URSS. Il pense qu'il n'appartient pas à la Commission d'entrer dans des questions de détail, tel que de distinguer entre les biens meubles et immeubles; ce qu'il lui incombe de faire, c'est de rédiger l'article de manière à respecter les intérêts de tous les États, dans un esprit de parfaite collaboration. Le maintien du membre de phrase entre parenthèses est essentiel si l'on veut respecter le principe de la souveraineté nationale, inscrit à la Charte des Nations Unies.

M. Stepanenko appuie également M. Pavlov dans son interprétation du mot "arbitraire". La Commission doit entendre par

arbitraire tout ce qui n'est pas conforme aux lois de l'Etat démocratique, c'est-à-dire de l'Etat qui défend traditionnellement les intérêts du peuple. La précision demandée par le représentant de l'URSS a uniquement pour but d'éviter tout malentendu à cet égard.

M. de QUIJANO (Panama) affirme que le premier devoir de la Commission est de proclamer les principes à la base de la Déclaration des Droits de l'homme, sans se préoccuper des obstacles qui pourraient s'opposer à la réalisation de ces principes, et en partant des prémisses que les Etats les respecteront. La Déclaration des Droits de l'homme doit répondre aux aspirations de tous les hommes libres du monde.

La PRÉSIDENTE signale qu'en anglais le mot "arbitrairement" comporte une notion d'injustice. Le but du texte proposé par le Sous-Comité est d'assurer que personne ne soit injustement privé de ses biens. Il n'est pas exclu que des Gouvernements soient amenés parfois à agir arbitrairement : c'est cette possibilité qu'il s'agit de prévenir. L'addition des mots "c'est-à-dire contrairement aux lois" n'ajoutera rien à cet égard.

La Présidente demande à la Commission de se prononcer sur le maintien des mots "conformément aux lois du pays où les biens sont situés"; elle mettra ensuite aux voix la première partie du premier paragraphe, l'amendement de l'URSS au deuxième paragraphe, puis le deuxième paragraphe du texte proposé par le Comité de rédaction pour l'article 14.

Par 8 voix contre 4, avec 2 abstentions, il est décidé de ne pas retenir le membre de phrase entre parenthèses.

Par 9 voix, avec 4 abstentions, le premier paragraphe est adopté.

Par 9 voix contre 4, avec une abstention l'amendement de l'URSS au deuxième paragraphe est rejeté.

Par 10 voix contre 4, le deuxième paragraphe est adopté.

Par 9 voix contre 4, l'ensemble de l'article 14 est adopté.

Article 19

La PRESIDENTE lecture du texte proposé par le Comité de rédaction pour l'article 19 (document E/CN.4/95), ainsi que des variantes proposées par la délégation de la Chine (document E/CN.4/102), par la délégation de la France (document E/CN.4/88/Add.8) et par les délégations du Royaume-Uni et de l'Inde (document E/CN.4/99).

Elle demande au représentant de l'URSS si la variante proposée par sa délégation et figurant au document E/CN.4/95 est destinée à remplacer le texte du Comité de rédaction, ou si elle doit lui être ajoutée.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, dans l'esprit de sa délégation, ce texte devait être substitué à celui du Comité de rédaction; il accepterait cependant d'en faire le deuxième paragraphe de l'article 19, si la Commission le désire.

La délégation de l'URSS est surtout mue par le souci de veiller, dans cet article, à ce que la liberté d'organisation, de réunion, etc... ne soit pas étendue aux organisations ayant un caractère nazi, fasciste ou anti-démocratique. L'expérience du passé a amplement prouvé où pouvait mener l'abus de cette liberté si elle est accordée sans discrimination ; l'exemple de l'Allemagne hitlérienne est convaincant à cet égard.

La PRÉSIDENTE signale qu'une erreur de traduction s'est glissée au document E/CN.4/95, où la variante de l'URSS devrait se lire :

" Dans l'intérêt de la démocratie, la liberté de réunion, de manifestations publiques, de processions et d'organisation d'associations et d'unions volontaires devrait être garantie par la loi et les autres organisations ayant un caractère nazi, fasciste ou anti-démocratique, ainsi que leur activité sous une forme quelconque, sont interdites par la loi sous peine de sanctions".

Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, Mme Roosevelt dit que les préférences de sa délégation vont au texte des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni ; elle voudrait toutefois y apporter un amendement : l'addition des mots "y compris la liberté de former et de joindre toute organisation syndicale de son choix".

M. CASSIN (France) déclare que la délégation de la France retire son amendement en faveur du texte du Comité de rédaction. Ce texte lui paraît en effet le meilleur possible en ce qu'il fait place à la liberté de réunion et d'association pour des organisations très diverses, et notamment pour les organisations syndicales, en ce qu'il maintient l'idée de la liberté pour les associations internationales - question qui fit l'objet de longues discussions - et, enfin, en ce qu'il donne essentiellement satisfaction au point soulevé par le représentant de l'URSS, à savoir que le droit de participer à des réunions et à des associations est accordé à condition que l'exercice de ce droit ne favorise pas des fins et des intérêts contraires aux buts de la Déclaration que l'on se propose de rédiger.

M. Cassin estime que les divers amendements proposés n'ajoutent rien à ce texte. Pour sa part, il se contentera de demander une

petite correction de forme au texte français, dont le dernier membre de phrase devrait se lire : " ... en vue de favoriser, de défendre et de protéger des fins et des intérêts non contraires aux buts de la présente Déclaration".

M. CHANG (Chine) dit qu'après avoir étudié les diverses propositions soumises, il se permet d'insister sur le texte proposé par sa délégation, qui présente l'avantage d'être à la fois complet et succinct.

Le texte conjoint des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni, ajoute à la rédaction préconisée par la Chine une condition tirée du texte du Comité de rédaction: " en vue de favoriser, de défendre et de protéger, etc...". Cette réserve assez longue ne paraît pas nécessaire, car l'intérêt général des sociétés démocratiques est l'objectif constant auquel vise la Déclaration que l'on se propose d'établir.

Le texte du Comité de rédaction comporte, en outre, l'énumération du genre d'associations dont toute personne a le droit de faire partie. Or, toute énumération est dangereuse et l'on pourrait arguer que les associations religieuses, par exemple, devraient figurer à l'article 19 au même titre que les organisations syndicales ; M. Chang ne voit pas pourquoi l'on citerait celles-ci plutôt que celles-là. Le but de l'article 19 doit être d'accorder à tous la liberté d'organiser et de joindre toute association, à la seule condition que ce soit dans le cadre des intérêts démocratiques. La forme simplifiée que préconise la délégation de la Chine répond le mieux à ce but.

M. FONTANA (Uruguay) s'associe aux remarques du représentant de la Chine. Il déclare que la mission de la Commission est d'établir le droit d'association et de réunion. Tout ce qu'on ajouterait à l'énoncé de ce droit équivaudrait à une limitation.

L'amendement proposé par les Etats-Unis d'Amérique constitue, en particulier, une limitation assez inexplicable, en ce qu'il cite un seul genre d'association.

La délégation de l'Uruguay votera, pour sa part, en faveur du texte proposé par la délégation de la Chine.

M. LOPEZ (Philippines) dit que le texte de la délégation de la Chine est non seulement le plus simple mais le plus satisfaisant aux yeux de sa délégation. Celle-ci estime qu'il n'est pas plus utile de limiter la liberté de réunion et d'association que la liberté religieuse ou la liberté d'expression ; or les articles 17 et 18 ne contiennent aucune disposition de ce genre. La seule limitation que la délégation des Philippines juge désirable est la réserve générale contenue à l'article 2 de la Déclaration.

Mme MEHTA (Inde) se prononce contre l'amendement proposé par les Etats-Unis d'Amérique parce qu'il ne lui paraît pas nécessaire de désigner particulièrement les syndicats, qui sont compris parmi les associations démocratiques visées par l'article consacré au droit d'organisation et de réunion.

Elle explique que le membre de phrase "en vue de favoriser, etc..." emprunté au texte du Comité de rédaction a été adopté par sa délégation pour répondre aux objections soulevées par le représentant de l'URSS ; elle reconnaît cependant qu'il n'est pas nécessaire, en vertu des dispositions de l'article 2. La délégation de l'Inde votera donc en faveur du texte simplifié de la délégation de la Chine.

Mlle JENDER (AF of L) attire l'attention des représentants de la Chine et de l'Uruguay sur les raisons qui motivent la mention spéciale accordée aux syndicats. Elle fait remarquer que le droit d'association est garanti aux hommes depuis cent cinquante ans ; il figure dans la première Déclaration des Droits de l'homme. Ce qu'il s'agit de faire, maintenant, est non pas seulement de réaffirmer ce

droit mais de l'accorder spécifiquement en ce qui concerne une nouvelle forme d'association, l'association syndicale, qui n'a fait son apparition dans le monde que depuis une soixante d'années seulement.

M. VANISTENDAEL (CISC) fait remarquer que la société humaine est en évolution constante et que la nouvelle Déclaration des Droits de l'homme se doit d'en tenir compte. Un nouveau type d'organisation a fait son apparition au cours des dernières décades : l'organisation syndicale, et c'est sa reconnaissance que consacrerait une mention à l'article 19 de la Déclaration des Droits de l'homme.

En ce qui concerne l'amendement soumis par la délégation des Etats-Unis d'Amérique, M. Vanistendael souligne l'importance de permettre à toute personne d'appartenir à l'association syndicale "de son choix" en vue d'éviter tous abus possibles.

Enfin, il estime qu'il est superflu de mentionner les mêmes réserves dans chacun des articles de la Déclaration, étant donné qu'aux termes de l'article 2, aucune association ne pourra être constituée si ses intérêts et ses fins sont contraires aux buts de la Déclaration.

M. STEYAERT (Belgique) signale que les versions anglaise et française du texte du Comité de rédaction peuvent prêter à des interprétations divergentes : à son avis, le texte français semble impliquer que l'on a uniquement en vue les organisations syndicales, qu'elles soient locales, nationales ou internationales, alors que le texte anglais semble énumérer une série d'organisations diverses, locales, nationales, internationales et syndicales.

M. HOOD (Australie) explique que la mention spéciale des associations syndicales a été insérée par le Comité de rédaction à la demande de ces dernières. A son avis, les mots "locales",

"nationales" et "internationales" qualifient les associations syndicales.

Il rappelle que, dans leur proposition, les délégations de l'Inde et du Royaume-Uni ont omis toute mention particulière des syndicats, se bornant à proclamer le principe général de la liberté d'association. L'amendement proposé par la délégation des Etats-Unis reprend l'idée d'une allusion spéciale aux syndicats. M. Hood estime que si la Commission est d'avis qu'il y a lieu de mentionner les syndicats, elle devrait revenir au texte de Genève ou à celui proposé par la délégation de la France. Mais, si elle se prononce contre toute énumération, le texte simple et concis de la délégation de la Chine est le meilleur.

M. WILSON (Royaume-Uni) se rallie au texte de la délégation de la Chine.

M. LOPEZ (Philippines) signale que le texte proposé par le Comité de rédaction pour l'article 24 de la Déclaration assure à chacun la liberté d'appartenir à des syndicats pour protéger ses intérêts. Cette disposition répond entièrement au désir des associations syndicales.

La PRESIDENTE met aux voix la variante proposée par la délégation de l'URSS pour l'article 19 (voir le document E/CN.4/95).

Par 9 voix contre 4, avec une abstention, ce texte est rejeté.

La PRESIDENTE met ensuite aux voix la variante proposée par la délégation de la Chine (document E/CN.4/102).

Par 7 voix contre 4, avec 3 abstentions, le texte proposé par la délégation de la Chine pour l'article 19 est adopté.

Article 20

La PRESIDENTE rappelle à la Commission que le Comité de rédaction a décidé de n'examiner le texte de l'article 20 relatif aux pétitions que lorsque les articles sur la mise en oeuvre auraient été rédigés. Le Comité a estimé en effet que cet article présenterait fort peu d'utilité tant que l'on n'aurait pas déterminé les moyens de mettre la Déclaration en oeuvre. Elle demande aux membres de la Commission s'ils sont d'accord sur la décision du Comité de rédaction.

Il est décidé de réserver l'examen de l'article 20 jusqu'à ce que les articles sur la mise en oeuvre aient été rédigés.

Articles 21 et 22.

La PRESIDENTE donne lecture du texte proposé pour les articles 21 et 22 par le Comité de rédaction (document E/CN.4/95) ainsi que des variantes soumises par la délégation de la France (document E/CN.4/82/Add.1) par les délégations de l'Inde et du Royaume-Uni (document E/CN.4/99) et par celle de la Chine (document E/CN.4/102).

M. CHANG (Chine) déclare que la délégation de la Chine retire son amendement et accepte le texte proposé par les délégations de l'Inde et du Royaume-Uni, dont la rédaction lui paraît plus heureuse.

Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, la PRESIDENTE dit qu'à son avis c'est certainement par inadvertance que l'énumération des motifs de discrimination figurant au texte des articles 21 et 22 diffère de celle de l'article 3 de la Déclaration. Elle attire sur ce point l'attention des membres de la Commission et souligne la nécessité de rendre cette énumération conforme à celle de l'article 3.

La délégation des Etats-Unis pense que, sous sa forme actuelle, la première phrase du texte préparé par le Comité de rédaction pourrait être interprétée comme signifiant qu'une personne n'a le droit de prendre une part effective au gouvernement de son pays que tant que ses opinions politiques coïncident avec celles du Président,

du Premier Ministre ou de ceux qui ont le pouvoir; son droit disparaît dès que ses opinions diffèrent.

Les Etats-Unis estiment que le seul moyen d'assurer un gouvernement libre est de permettre aux personnes d'opinions opposées d'occuper des fonctions diverses dans les services publics, de garantir à la minorité l'entière liberté de conserver ses opinions et la possibilité, si telle est la volonté du peuple, de devenir la majorité. Ces considérations sont contenues dans le second paragraphe de la variante proposée par les Etats-Unis d'Amérique.

En vue de parvenir à un accord sur un texte court et concis, proclamant les principes les plus larges, la délégation des Etats-Unis appuiera le texte proposé par les délégations de l'Inde et du Royaume-Uni auquel la délégation de la Chine s'est ralliée. Elle se réserve toutefois le droit, au cas où le texte du Comité de rédaction serait mis aux voix, de proposer, à titre de variante, le paragraphe b) du texte qu'elle avait soumis au Comité de rédaction (voir le document E/CN.4/95).

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que, tout en étant plus vaste du point de vue démocratique, le texte de Genève, adopté par le Comité de rédaction, présente cependant des lacunes. C'est ainsi que l'énumération des motifs possibles de discrimination ne comprend pas la nationalité, le lieu de résidence, la situation de fortune et le niveau d'instruction. Or, dans plusieurs pays, certaines personnes ne peuvent pas prendre de part active au gouvernement de leur pays pour des considérations de nationalité, de domicile, de situation de fortune ou d'instruction. Il est donc nécessaire de compléter la liste figurant au paragraphe 1 du texte du Comité de rédaction.

En ce qui concerne les élections prévues au même paragraphe, la délégation de l'URSS est d'avis qu'il faut leur assurer un

caractère universel et juste. Il est inutile de prévoir que les élections seront périodiques, car c'est là un détail que l'on pourrait fort bien négliger. Au contraire, on devrait dire que ces élections devraient être directes, car c'est au moyen d'élections directes que l'on assurera la constitution d'organes véritablement démocratiques. Cependant, comme un tel principe pourrait susciter de grandes difficultés dans plusieurs pays, la délégation de l'URSS est disposée, au cas où certaines délégations s'y opposeraient, à ne pas insister pour qu'il soit inscrit aux articles 21 et 22. Elle insistera toutefois sur le principe de l'universalité des élections et du droit égal des individus à y participer, ce principe étant acceptable à tous.

M. WILSON (Royaume-Uni) demande à M. Pavlov s'il se propose, en ce qui concerne l'énumération des causes possibles de discrimination figurant aux articles 21 et 22, d'ajouter certains points à la liste de l'article 3 de la Déclaration ou si, au contraire, il entend en exclure quelques-uns.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que l'énumération figurant à l'article 3 diffère de celle contenue aux articles 21 et 22. L'article 3 vise le libre exercice de tous les droits et les libertés proclamés dans la Déclaration, tandis que les articles 21 et 22 concernant uniquement le droit électoral et la manière dont les élections doivent être conduites. Ce qui est important dans ce dernier cas, par exemple le principe que toute personne a le droit de prendre part aux élections sans distinction de niveau d'instruction, peut ne présenter aucune importance dans le cas de l'article 3. De même, la question de la durée de résidence joue un rôle important du point de vue électoral, étant donné que, dans plusieurs pays, une partie

de la population ouvrière, et notamment les travailleurs agricoles, se voient privés du droit de participer aux élections pour le motif qu'ils n'ont pas résidé suffisamment de temps dans leur circonscription. M. Pavlov cite également le cas d'un pays où les personnes qui ont de la fortune jouissent de deux voix lors des élections.

La délégation de l'URSS estime qu'afin d'établir les principes les plus équitables en matière d'élections, il convient d'ajouter à la liste figurant au texte du Comité de rédaction les éléments qu'il a indiqués.

M. WILSON (Royaume-Uni) demande alors au représentant de l'URSS s'il propose d'ajouter, pour les besoins des articles 21 et 22, le niveau d'instruction et la résidence à la liste de l'article 3, et d'en supprimer l'opinion politique.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond qu'il propose d'ajouter à la liste des articles 21 et 22 les quatre éléments suivants : nationalité, résidence, instruction et situation de fortune.

M. CASSIN (France) déclare que sa délégation est disposée à se rallier au texte des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni, qui ne contient aucune énumération touchant la discrimination.

Il est évident que si l'on mentionne une forme possible de discrimination, il faut les mentionner toutes. La délégation de la France est d'accord sur tous les éléments que le représentant de l'URSS propose d'ajouter à la liste figurant aux articles 21 et 22, à l'exception de la nationalité. Il ne saurait être question en effet de reconnaître le droit électoral aux étrangers résidant dans un pays. M. Cassin pense que le représentant de l'URSS avait probablement en vue le droit de vote fédéral et local et qu'il

voulait sauvegarder le droit de tout citoyen d'un Etat fédéré, résidant dans une autre partie de l'Union à laquelle son pays appartient, de voter dans la circonscription où il réside.

M. Cassin fait remarquer que la question du vote fédéral et local est beaucoup trop complexe, qu'elle relève de la législation des différents Etats et qu'il n'appartient pas à la Commission de l'aborder. La délégation française estime qu'il n'y a pas lieu de faire une sorte de tableau électoral dans la Déclaration. Il faut se borner à formuler les principes, sans énumérer les causes possibles de discrimination.

Le texte des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni pourrait constituer le premier paragraphe de l'article 21. Cet article ne saurait cependant s'arrêter là: La Commission ne peut s'abstenir de proclamer que l'Etat doit se conformer à la volonté du peuple. Une telle déclaration de principe devrait figurer en tête de tout document doctrinal et théorique. Dans la Déclaration que la Commission est en train d'élaborer, il faut faire un compromis entre l'état actuel du monde et les aspirations des hommes ; mais, quelle que soit la place qu'on lui attribue, le principe que l'Etat doit se conformer à la volonté du peuple doit être inscrit dans la Déclaration : La délégation de la France n'y renoncera à aucun prix.

En ce qui concerne la vocation égale à l'accès aux fonctions publiques, faisant l'objet du projet d'article figurant sous le numéro 20 au document E/CN.4/82/Add.8, M. Cassin reconnaît que cela ne constitue pas, à proprement parler, un droit fondamental. La délégation française l'a cependant inscrit à son projet de Déclaration de crainte que l'absence de dispositions à ce sujet ne soit ultérieurement mise à profit pour justifier une discrimination possible dans ce domaine.

Mme LEDON , Vice-Présidente de la Commission de la condition de la femme, déclare que la Commission qu'elle représente désire vivement voir maintenue l'énumération des causes possibles de discrimination, notamment celle basée sur des considérations de sexe.

Il est malheureusement avéré que, dans beaucoup de pays, les femmes ne jouissent pas des droits politiques ; en particulier, le droit électoral leur est refusé sous prétexte qu'elles manquent de préparation politique. Il est donc important de dire dans la Déclaration que toute personne a le droit de prendre une part effective au gouvernement de son pays, en précisant les motifs pour lesquels il ne sera fait aucune discrimination.

Au cas où la Commission déciderait de ne pas conserver l'énumération des causes de discrimination, Mme Ledon désirerait voir figurer au compte rendu des débats l'interprétation que la Commission donne à l'expression "toute personne".

M. WILSON (Royaume-Uni) confirme que cette expression vise tous les individus. Il est évidemment fait exception pour les enfants, les prisonniers et les fous, comme c'est le cas pour plusieurs autres articles de la Déclaration. La définition de l'expression "toute personne" pourrait être la suivante : "toute personne adulte en pleine possession de ses facultés mentales".

M. STEPANENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) regrette de constater une tendance générale à raccourcir le texte des articles 21 et 22 au préjudice d'une rédaction plus précise des droits que ces articles se proposent de proclamer.

Soulignant le droit fondamental qu'est pour un individu celui de participer de façon effective au gouvernement de son pays, M. Stepanenko demande aux membres de la Commission d'examiner avec un soin tout particulier les articles de la Déclaration qui lui seront consacrés. Il attire leur attention sur le fait que les droits et le bien-être de tous les habitants d'un pays dépendent du degré de participation des masses populaires au gouvernement de ce pays.

Il existe malheureusement encore dans divers pays de nombreuses causes de discrimination en matière d'élections. Le représentant de l'URS en a cité quelques-unes qui ne figurent pas au texte préparé par le Comité de rédaction. Appuyant les observations de M. Pavlov, ainsi que celles de la représentante de la Commission de la condition de la femme, M. Stepanenko insiste pour que l'énumération figurant au projet du Comité de rédaction soit maintenue et complétée dans le sens indiqué par le représentant de l'URS . Il met la Commission en garde contre le danger que présenterait l'adoption d'un texte trop concis: les libertés que la Commission proclame seraient réduites au minimum et la discrimination continuerait d'exister.

La délégation de la RSS de Biélorussie ne pourrait se rallier au texte proposé par les délégations de l'Inde et du Royaume-Uni ; elle ne votera que pour un texte qui accordera des droits réels aux masses populaires.

M. FONTAINA (Uruguay) appuie les observations du représentant de la France sur l'importance de rappeler dans la Déclaration les devoirs de l'Etat envers l'individu.

Il fait remarquer, d'autre part, que l'accès aux fonctions publiques est une notion différente de celle de la participation au gouvernement et il propose d'amender le texte des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni de manière à lire : " Toute personne a droit à l'accès aux fonctions publiques et à prendre part au gouvernement de son pays, directement ou par l'intermédiaire de représentants qu'elle a librement choisis".

M. MALIK (Liban), Rapporteur, propose de placer à la fin du texte des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni le membre de phrase "et d'avoir accès aux fonctions publiques" que le représentant de l'Uruguay suggère d'ajouter.

En réponse à une question de M. LOPEZ (Philippines), M. FONTAINA (Uruguay) précise que le terme "gouvernement" a une portée plus restreinte que "fonctions publiques", en ce qu'il ne comprend pas les divers organismes administratifs qui forment l'appareil de l'Etat.

M. CASSIN (France) explique, en réponse à la question du représentant des Philippines, que la terminologie anglaise distingue entre "le gouvernement", c'est-à-dire les affaires politiques, d'une part, et "l'administration", de l'autre. Pour éviter toute équivoque, M. Cassin propose de remplacer, dans le texte français, l'expression "prendre part au gouvernement de son pays" par l'expression "prendre part à la direction des affaires politiques de son pays". L'accès aux fonctions et emplois publics ferait l'objet d'un paragraphe séparé.

M. WILSON (Royaume-Uni) dit que sa délégation est disposée à accepter l'addition proposée par le représentant de l'Uruguay.

Il préfère cependant la formule "avoir accès aux emplois publics", étant donné qu'en anglais, le mot "office", dans l'expression "to hold office", désigne généralement les postes ministériels.

M. CEANG (Chine) propose, en ce qui concerne le texte anglais, de revenir à la formule figurant au texte du Comité de rédaction et de dire: "access to public employment".

La PRESIDENTE invite les représentants de la Chine, de l'Inde et du Royaume-Uni à préparer une formule sur laquelle les membres de la Commission pourront voter à la prochaine séance.

La séance est levée à 13 heures 15.